



1 jour (7 heures)

**PRÉSENTIEL OU
DISTANCIEL**

• 25/05/2027

• 14/09/2027



Adhérent

885 € HT

Non-adhérent

980 € HT

Repas offert



Public concerné

Toute personne exerçant ou souhaitant exercer une fonction de trésorier et souhaitant maîtriser les aspects juridiques de cette responsabilité.



Prérequis

Culture financière



**Moyens pédagogiques
et d'évaluation**

- Études de cas
- Rapport d'auto-évaluation



Profil formateur(s)

Associés d'un cabinet d'avocats d'affaires international de premier plan. Ils conseillent les entreprises sur leurs enjeux stratégiques en financement, droit social, fiscal et du contentieux.

PROCESSUS, CONTRÔLE ET CONFORMITÉ

LES BASES JURIDIQUES POUR LE TRÉSORIER

Acquérez les bases juridiques indispensables pour vous accompagner au mieux dans votre quotidien. Comprenez les enjeux clés du droit social, fiscal, des sociétés, et du contentieux pour mieux dialoguer avec les juristes, anticiper les risques, et poser les bonnes questions. Devenez un trésorier éclairé, capable d'agir en confiance dans un environnement juridique complexe.

COMPÉTENCES VISÉES

• Connaître les bases juridiques indispensables à la bonne réalisation des différentes missions du trésorier

PROGRAMME

DROIT SOCIAL

- Les étapes clés du recrutement : différents contrats de travail / principes généraux.
- Les principes du droit disciplinaire : échelle des sanctions / procédure / prescription.
- Les différents modes de rupture du contrat de travail : démission / licenciement / rupture conventionnelle / prise d'acte / résiliation judiciaire
- Le licenciement pour motif personnel : insuffisance professionnelle / disciplinaire / autres
- Les grands principes sur la durée du travail / forfait jours / heures supplémentaires
- Le harcèlement moral ou sexuel
- Les instances représentatives du personnel – Comité Social et Economique (CSE) et représentation syndicale
- Les informations et consultations ponctuelles du CSE

DROIT DES SOCIÉTÉS / M&A

- Droit des sociétés : autorisations sociales requises au titre des aux opérations de financement (autorisation des cautions/avals/garanties, conventions réglementées, délégations de pouvoir, etc.)
- M&A : mécanismes de sécurisation du paiement du prix d'acquisition des opérations de cession ou de croissance externe (séquestre, garantie bancaire, etc) et des potentiels indemnisés dues au titre de la GAP

CONTENTIEUX

- Aperçu du système judiciaire (Tribunaux de commerce vs Tribunaux judiciaires, appel et cassation, caractère suspensif ou non des voies de recours)
- Les grands principes de la procédure civile (le rôle des parties, le rôle du juge, le contradictoire, l'administration de la preuve)
- Les grands principes de réparation du préjudice (caractère direct, principe de réparation intégrale, possibilité de limiter la responsabilité)

- Les choix du droit et de la juridiction compétente (deux concepts distincts et aussi important l'un que l'autre)
- L'arbitrage et autres modes alternatifs de règlement des différends.

DROIT FISCAL

- La fiscalité des opérations de financement : revue des règles fiscales de déductibilité des intérêts, comprendre les clauses fiscales des contrats de financement, s'assurer du taux de marché des prêts intragroupes, anticiper le traitement fiscal des flux transfrontaliers...

FINANCEMENT

- Notions sur les garanties personnelles et les sûretés réelles
- Le monopole bancaire
- Les financements intragroupe

DROIT DE LA CONCURRENCE

- Comment réagir en cas d'enquête inopinée des autorités de concurrence : conseils pratiques à destination des entreprises
- Les règles du droit de la concurrence, focus sur les échanges d'informations sensibles entre concurrents et les échanges au sein d'associations professionnelles
- Le contrôle des concentrations en France et devant la Commission européenne
- La procédure devant l'Autorité de la concurrence en matière de pratiques anticoncurrentielles, focus sur les amendes prononcées par l'Autorité (imputabilité aux sociétés mères, calcul du montant de l'amende, possibilités d'aménagement ou de report du paiement, etc.)

DROIT PENAL

- Point d'étape sur quelques infractions de la vie des affaires : corruption, blanchiment, abs
- Le rôle de certaines autorités : PNF, Tracfin